



**Mémoire de Merck Canada Inc. à l'intention du Comité permanent
des finances de la Chambre des communes Consultations
prébudgétaires pour le Budget de 2020**

Le 2 août 2019

Résumé des recommandations

Recommandation 1

Que le gouvernement favorise l'investissement dans le système de santé en augmentant le Transfert canadien en matière de santé d'au moins 5,2 % par année afin de permettre aux provinces et aux territoires de répondre aux besoins croissants découlant du vieillissement de la population et de l'augmentation correspondante de l'incidence du cancer, notamment par l'accès en temps opportun aux immunothérapies contre le cancer.

Recommandation 2

Que le gouvernement s'engage à verser 100 millions de dollars par année à un mécanisme public de financement des vaccins afin d'aider les provinces et les territoires à investir dans l'adoption de vaccins — notamment contre l'infection par le virus du papillome humain (VPH) tant chez les hommes que chez les femmes — et dans des programmes d'éducation sur les vaccins visant à protéger la population, à limiter les coûts futurs des soins liés au VPH et, en fin de compte, à éliminer le VPH.

Recommandation 3

Que le gouvernement reconsidère les modifications proposées au *Règlement sur les médicaments brevetés* concernant l'établissement des prix des produits pharmaceutiques, qui auront des effets très néfastes sur la prospérité future du Canada et la santé des Canadiens.

Recommandation 4

Que le gouvernement mette en place un cadre juridique pour empêcher l'exportation de médicaments canadiens vers d'autres pays afin de protéger les approvisionnements en médicaments canadiens et d'assurer aux Canadiens un accès ininterrompu aux médicaments dont ils ont besoin.

Recommandation 5

Que le gouvernement élabore un programme national d'assurance-médicaments qui offre aux Canadiens un régime universel, un accès aux médicaments rapide et de grande qualité et le maintien de la couverture d'assurance-médicaments publique et privée.

Historique de Merck Canada

Depuis plus d'un siècle, Merck Canada (Merck) invente pour la vie, mettant au point des médicaments et des vaccins pour bon nombre des maladies les plus éprouvantes qui soient. Société biopharmaceutique d'envergure mondiale, Merck dispose d'un portefeuille diversifié de médicaments d'ordonnance, de vaccins et de thérapies biologiques, ainsi que de leurs biosimilaires.

Au Canada, Merck est un chef de file dans de nombreux domaines comme l'oncologie, les maladies infectieuses, le diabète et les vaccins, et elle commercialise plus de 250 produits pharmaceutiques et de santé animale. Merck emploie près de 800 personnes partout au pays.

Merck est aussi l'un des principaux investisseurs en recherche et développement du Canada, ses investissements ayant atteint plus d'un milliard de dollars depuis l'an 2000. Merck s'est engagée à soutenir le Canada en tant que destination pour la recherche, l'investissement et les essais cliniques — des activités qui favorisent l'économie canadienne et la compétitivité à l'échelle internationale. Merck investit actuellement dans plus de 100 essais cliniques auxquels participent plus de 400 sites de recherche et plus de 2 000 patients au Canada.

Justification des recommandations

Recommandation 1

Que le gouvernement favorise l'investissement dans le système de santé en augmentant le Transfert canadien en matière de santé d'au moins 5,2 % par année afin de permettre aux provinces et territoires de répondre aux besoins croissants découlant du vieillissement de la population et de l'augmentation correspondante de l'incidence du cancer, notamment par l'accès en temps opportun aux immunothérapies contre le cancer.

Les systèmes de santé provinciaux et territoriaux du Canada font face à d'énormes défis pour répondre aux demandes croissantes en raison notamment du vieillissement de la population et de l'augmentation de l'incidence du cancer.

Le Canada compte actuellement une plus grande proportion de citoyens âgés de plus de 65 ans que ceux qui ont de moins de 15 ans, et dans une décennie, les aînés représenteront le quart de la population canadienne¹. Cette population en croissance rapide est la plus susceptible de développer un cancer, étant donné que 90 % des Canadiens diagnostiqués d'un cancer ont plus de 50 ans². La croissance et le vieillissement de la population font augmenter le nombre de personnes qui reçoivent un diagnostic de cancer, et par conséquent, les besoins de soins en cancérologie et de nouveaux traitements. Selon la Société canadienne du cancer, un Canadien sur deux sera touché par le cancer³ et l'incidence de cette maladie augmentera de 40 % entre 2015 et 2030⁴.

Les Canadiens s'inquiètent de la capacité des systèmes de santé de répondre à la demande. Un sondage mené en 2018 pour le compte de l'Association médicale canadienne (AMC) révèle que seulement la moitié des Canadiens croient que le système de santé sera en mesure de répondre aux besoins croissants des personnes âgées⁵. Un sondage mené auprès des membres en 2019 par l'Association canadienne des individus retraités (ACIR) a révélé que plus de 90 % d'entre eux croient que leur système de santé provincial devrait faire de nouveaux investissements pour être mieux préparé à traiter le cancer et que l'augmentation du dépistage du cancer et la prestation de traitements en temps opportun devraient être la priorité absolue du système de santé⁶.

Nos systèmes de santé doivent être prêts à relever ces défis croissants. Le Conference Board du Canada estime qu'au cours de la prochaine décennie, il faudra dépenser 93 milliards de dollars de plus en soins de santé et que le taux d'inflation des soins de santé sera de 5,2 % par année⁷.

C'est pourquoi Merck appuie l'appel lancé par les provinces et les territoires⁸, l'AMC⁹, le Réseau canadien des survivants du cancer¹⁰ et d'autres intervenants pour relever les défis à venir de la santé et du traitement du cancer en demandant au gouvernement fédéral d'augmenter le Transfert canadien en matière de santé (TCS).

Dans le domaine du cancer, les nouveaux traitements importants comprennent les immunothérapies qui exploitent le système immunitaire du corps pour combattre et tuer les cellules cancéreuses. La nouvelle immunothérapie contre le cancer de Merck, entre autres, s'est avérée efficace contre plusieurs cancers et des études sont en cours sur de nombreux autres. L'immunothérapie contre le cancer est en train de devenir rapidement le quatrième pilier des soins contre le cancer, aux côtés de la chirurgie, de la radiothérapie et de la chimiothérapie. À mesure que les Canadiens en apprendront davantage sur les immunothérapies contre le cancer, la demande augmentera pour ces médicaments et pour d'autres traitements révolutionnaires contre le cancer.

Nous recommandons au gouvernement fédéral d'augmenter le TCS d'au moins 5,2 % afin que les provinces puissent répondre aux demandes croissantes en matière de santé, notamment en ce qui concerne l'accès en temps opportun aux immunothérapies contre le cancer.

¹ Grant, T. et coll., *The Globe and Mail*, Census 2016: The growing age gap, gender ratios and other key takeaways, 2017: <https://www.theglobeandmail.com/news/national/census-2016-statscan/article34882462/>

² Société canadienne du cancer, Statistiques canadiennes sur le cancer, 2016 : <http://www.cancer.ca/~media/cancer.ca/CW/cancer%20information/cancer%20101/Canadian%20cancer%20statistics/Canadian-Cancer-Statistics-2016-FR.pdf? la=en>

³ Société canadienne du cancer, Statistiques canadiennes sur le cancer, 2018 : <https://www.cancer.ca/~media/cancer.ca/CW/cancer%20information/cancer%20101/Canadian%20cancer%20statistics/Canadian-Cancer-Statistics-2018-FR.pdf? la=en>

⁴ Société canadienne du cancer, Communiqué de presse : <http://www.cancer.ca/fr-ca/about-us/for-media/media-releases/national/2015/canadian-cancer-statistics-2015/?region=on>

⁵ Ipsos Canada, le 17 juillet 2018, <https://www.ipsos.com/en-ca/news-polls/Canadian-Medical-Association-Seniors-July-17-2018>.

⁶ Le 11 juin 2019, Réseau canadien des survivants du cancer et communiqué de l'ACIR, Consider needs of one in two Canadians who will get cancer, survivors urge MPs and candidates headed to campaign this fall [Considérant les besoins d'un Canadien sur deux qui sera atteint du cancer, les survivants exhortent les députés et les candidats qui s'apprêtent à faire campagne cet automne] : <https://hriportal.ca/canadian-cancer-survivor-network-consider-needs-of-one-in-two-canadians-who-will-get-cancer-survivors-urge-mps-candidates-headed-to-campaign/>

⁷ Association médicale canadienne, AMC aux premiers ministres : Federal funding needed to meet seniors' care needs [Financement fédéral nécessaire pour répondre aux besoins des aînés en matière de soins], juillet 2018, <https://www.cma.ca/En/Pages/CMA-to-premiers-Federal-funding-needed-to-meet-seniors%E2%80%99-care-needs-.aspx>

⁸ Réunion des premiers ministres, Saskatoon, du 9 au 11 juillet 2019 : <http://www.canadapremiers.ca/wp-content/uploads/2019/07/Health Sustainability and Mental Health July11 FINAL.pdf>

⁹ Site Web de l'AMC, Les soins aux personnes âgées : <https://www.cma.ca/fr/soins-aux-aines>

¹⁰ Communiqué du Réseau canadien des survivants du cancer et de l'ACIR, juin 2019 : <https://hriportal.ca/canadian-cancer-survivor-network-consider-needs-of-one-in-two-canadians-who-will-get-cancer-survivors-urge-mps-candidates-headed-to-campaign/>

Recommandation 2

Que le gouvernement s'engage à verser 100 millions de dollars par année à un mécanisme public de financement des vaccins afin d'aider les provinces et les territoires à investir dans l'adoption de vaccins — y compris des vaccins contre l'infection par le virus du papillome humain (VPH) tant chez les hommes que chez les femmes — et dans des programmes d'éducation sur les vaccins visant à protéger la population, à limiter les coûts futurs des soins liés au VPH et, en fin de compte, à éliminer le VPH.

Les vaccins sont d'importants outils de prévention des maladies. En 2007, le gouvernement fédéral a investi 300 millions de dollars au soutien des programmes d'immunisation contre le VPH pour plus de 1,7 million de filles de partout au Canada afin de prévenir, notamment, le cancer du col utérin. Au fur et à mesure que des données probantes ont été recueillies sur les bienfaits pour la santé des hommes, les programmes ont été étendus aux deux sexes. Par conséquent, nous avons évité un nombre important de futures maladies liées au VPH et les coûts qui y sont associés. Plus récemment, le gouvernement a consacré 10 millions de dollars à la recherche pour éliminer complètement le cancer du col de l'utérus¹¹.

Malgré les recommandations de l'Agence de la santé publique du Canada¹² voulant que les filles et les garçons de 9 à 26 ans soient vaccinés, il reste de grandes variations dans l'adoption de la vaccination contre le VPH d'un bout à l'autre du pays. Bien que le Canada se soit engagé à atteindre un taux de participation de 90 %, le taux national n'est actuellement que de 67 %¹³. Selon le *Rapport de 2018 sur le rendement du système de lutte contre le cancer* du Partenariat canadien contre le cancer (PCC), si l'adoption du vaccin contre le VPH passait de 67 % à 90 %, il y aurait une réduction de 23 % des cas de cancer du col de l'utérus et de 21 % des décès par cancer du col de l'utérus¹⁴.

Un nouveau financement aiderait les provinces et les territoires à continuer de mettre en œuvre le programme de lutte contre le VPH et d'autres programmes d'immunisation et favoriserait les activités d'éducation visant à accroître les connaissances et l'acceptation des vaccins.

Cette mesure aiderait le gouvernement fédéral à respecter son engagement mondial d'atteindre 90 % de l'adoption de la vaccination contre le VPH d'ici 2030¹⁵.

Un financement supplémentaire dans ce domaine pourrait avoir une incidence importante sur la prévention des coûts des traitements et des soins futurs contre le cancer. Les programmes existants devraient être élargis et faire l'objet d'une plus grande diffusion afin de maximiser les économies futures et de contribuer à garder un plus grand nombre de Canadiens en santé, au travail et à la productivité.

Recommandation 3

Que le gouvernement reconsidère les modifications proposées au *Règlement sur les médicaments brevetés* concernant l'établissement des prix des produits pharmaceutiques, qui auront des effets très néfastes sur la prospérité future du Canada et la santé des Canadiens.

Les modifications proposées modifieraient la façon dont l'organisme de réglementation fédéral — le Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB) — évalue les prix des médicaments brevetés.

Les changements proposés n'ont pas fait leurs preuves et sont sans précédent dans n'importe quel secteur de compétence. Selon les études de cas du CEPMB, ils entraîneraient une forte réduction des prix des médicaments de 40 à 70 %¹⁶.

¹¹ Communiqué des Instituts de recherche en santé du Canada, 4 juin 2019 : <https://www.canada.ca/fr/instituts-recherche-sante/nouvelles/2019/06/le-gouvernement-du-canada-injecte-10-millions-de-dollars-dans-la-recherche-pour-eliminer-le-cancer-du-col-de-luterus.html>

¹² *Guide canadien d'immunisation* : <https://www.canada.ca/fr/sante-publique/services/guide-canadien-immunisation.html>

¹³PCC, *Rapport de 2018 sur le rendement du système de lutte contre le cancer* :
[https://content.cancerview.ca/download/cv/quality and planning/system performance/documents/2018 cancer system
pe
rformancereportenpdf?attachment=0&utmsource=Landing Page&utmmedium=Full Report&utmcampaign=Omnibus](https://content.cancerview.ca/download/cv/quality%20and%20planning/system%20performance/documents/2018%20cancer%20system%20performancereportenpdf?attachment=0&utmsource=Landing%20Page&utmmedium=Full%20Report&utmcampaign=Omnibus)

¹⁴ *Ibid.*

¹⁵ Réduction des répercussions sur la santé des infections transmissibles sexuellement et par le sang au Canada d'ici 2030. Un cadre d'action pancanadien sur les ITSS, juillet 2018 [en anglais seulement] :
<https://www.canada.ca/content/dam/phac-aspc/documents/services/infectious-diseases/sexual-health-sexually-transmitted-infections/reports-publications/sexually-transmitted-blood-borne-infections-action-framework/sexually-transmitted-blood-borne-infections-action-framework.pdf>

¹⁶ Ces études de cas ont été présentées au Comité directeur sur la modernisation des lignes directrices en décembre 2018 à l'adresse <http://www.pmprb-cepmb.gc.ca/view.asp?ccid=1378&lang=fr>

Cette approche nuirait à la capacité de l'industrie des sciences de la vie d'investir dans la recherche en santé et entraînerait la perte d'emplois de qualité dans ce secteur. La réforme va à l'encontre de la Stratégie pour l'innovation et les compétences du Canada et de la création d'un climat favorable à l'investissement international, qui est essentiel pour la compétitivité économique du Canada.

Plus important encore, si ces changements sont mis en œuvre, le Canada perdra aussi son statut actuel de « niveau 1 » comme marché précoce pour les nouveaux médicaments et comme lieu privilégié pour les études cliniques mondiales, ce qui aura un effet néfaste sur la santé des Canadiens.

Merck recommande fortement au gouvernement de reporter la mise en œuvre de ces modifications en faveur d'une approche pratique élaborée avec l'industrie pharmaceutique et d'autres intervenants. Il y a moyen d'assurer la fixation de prix raisonnables pour les médicaments tout en maintenant un solide écosystème de recherche en santé et un accès rapide à des médicaments novateurs au Canada.

Recommandation 4

Que le gouvernement mette en place un cadre juridique pour empêcher l'exportation de médicaments canadiens vers d'autres pays afin de protéger les approvisionnements en médicaments canadiens et d'assurer aux Canadiens un accès ininterrompu aux médicaments dont ils ont besoin.

Plusieurs États américains ont proposé ou adopté des lois permettant l'importation de médicaments du Canada afin d'offrir à leurs citoyens un accès à des médicaments à moindre coût. L'administration fédérale a récemment annoncé un plan d'action pour approuver et faciliter l'importation de médicaments du Canada.

L'importation à grande échelle de médicaments canadiens par les États-Unis aurait des effets dévastateurs sur le système de santé du Canada. Elle mettrait en péril l'approvisionnement en médicaments au Canada et causerait d'importantes pénuries, ce qui aurait des conséquences négatives pour la santé des Canadiens. Selon une étude menée en 2010, si seulement 10 % des ordonnances américaines étaient remplies à partir de sources canadiennes, l'approvisionnement en médicaments du Canada serait épuisé en moins de huit mois¹⁷.

Le gouvernement fédéral doit prendre des mesures immédiates et mettre en œuvre un cadre juridique pour empêcher l'exportation de médicaments canadiens aux États-Unis.

Recommandation 5

Que le gouvernement élabore un programme national d'assurance-médicaments qui offre aux Canadiens un accès universel, rapide et de grande qualité aux médicaments et le maintien de la couverture d'assurance-médicaments publique et privée.

Merck reconnaît la nécessité de combler les lacunes en matière d'accès aux médicaments, mais croit que cela devrait se faire dans le cadre d'un programme national d'assurance-médicaments qui offre une couverture d'assurance-médicaments publique et privée.

S'il était mis en œuvre correctement, ce programme favoriserait la productivité et la compétitivité économiques du Canada, plutôt que d'exiger l'affectation de ressources publiques importantes au moyen d'un régime public unique, comme le demande le rapport du Conseil consultatif fédéral sur la mise en œuvre d'un régime d'assurance-médicaments national.

L'actuel régime public-privé d'assurance-médicaments offre aux Canadiens la possibilité d'obtenir la couverture qu'ils souhaitent par l'entremise de régimes d'assurance privés tout en offrant cette couverture à d'autres personnes par l'entremise de régimes publics. La présence d'un important volet privé dans l'assurance-médicaments libère des fonds publics pour l'amélioration de l'assurance-médicaments publique et d'autres aspects importants des soins de santé.

C'est pourquoi Merck appuie la recommandation n° 63 du Comité permanent des finances de la Chambre des communes dans son rapport intitulé *Cultiver la compétitivité : Aider les Canadiens à réussir* :

« S'appuie sur l'assurance-médicaments actuelle dont bénéficient des millions de Canadiens pour combler les écarts de couverture et instaurer un régime d'assurance-médicaments permettant à tous d'avoir une couverture pour les médicaments délivrés sur ordonnance; et qu'il étudie également des façons d'offrir aux Canadiens une protection pour les médicaments onéreux

¹⁸.

¹⁷ Shepherd M., The Effect of US Pharmaceutical Drug Importation on the Canadian Pharmaceutical Supply, 2010: <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.3821/1913-701X-143.5.226?journalCode=cphc>

¹⁸ Comité permanent des finances de la Chambre des communes, Rapport 27, *Cultiver la compétitivité : Aider les Canadiens à réussir*, 10 décembre 2018 : <https://www.noscommunes.ca/DocumentViewer/fr/42-1/FINA/rapport-27/>